

Questions orales

déclaration il y a quelques semaines, concernant l'universalité, et tout le monde sait que c'est le seul programme maintenant qui soit complètement universel, parce que l'universalité a été enlevée dans tous les autres programmes par le gouvernement conservateur.

Est-ce que le premier ministre suppléant va prendre les mesures nécessaires pour que les malades au Canada n'aient pas peur que très bientôt nous ayons un système de paiement pour ceux qui entrent à l'hôpital?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, l'honorable chef de l'opposition a une certaine expérience des campagnes à la direction d'un parti. Il n'y a pas tellement longtemps, il a participé à deux de ces campagnes et il sait pertinemment. . .

Mme Maheu: Ils mentent.

M. Mazankowski: Monsieur le Président, ai-je entendu une de nos vis-à-vis dire que les candidats mentaient? Mentent-ils? Qui ment? Les candidats à la direction. Monsieur le Président, je peux me tromper, mais je ne pense pas qu'il convienne que nos vis-à-vis lancent des accusations de ce genre dans cette enceinte.

• (1420)

M. le Président: Au besoin, j'examinerai le compte rendu. La parole est à l'honorable ministre.

M. Mazankowski: Monsieur le Président, il s'agit là manifestement d'une question qu'on devrait débattre publiquement. Les candidats à la direction du parti expriment des points de vue, à l'instar de beaucoup d'autres Canadiens, mais chose certaine, le gouvernement adhère aux cinq principes relatifs au régime de soins de santé prévus dans la Loi canadienne sur la santé; cela demeure notre politique.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Dans ce cas-là, le vice-premier ministre pourrait-il nous dire quand le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social va faire une déclaration à cet égard. En effet, le 18 mars dernier, le ministre a précisé qu'il n'allait pas être candidat, mais que, chose certaine, il s'en prendrait à n'importe quel candidat à la direction de son parti qui remettrait en question l'universalité des soins de santé.

Ainsi, quand le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social va-t-il faire une déclaration dans laquelle il s'attaquera aux candidats qui veulent détruire l'assurance-maladie?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, l'honora-

ble ministre de la Santé nationale et du Bien-être social est à l'étranger en fonctions officielles, mais il était parmi nous la semaine dernière et il siège dans cette enceinte la plupart du temps. Or, il a défendu à maintes reprises la même politique que le gouvernement. Sauf erreur, le 30 avril, à la Chambre, mon collègue, le ministre d'État aux Finances et à la Privatisation a cité les propos exacts de la ministre de la Défense nationale; voici: «Il y a différentes écoles au sujet des tickets modérateurs. En ce qui concerne les programmes médicaux, je suis de l'école Benoit Bouchard.» Il a précisé ensuite que c'était l'actuel ministre de la Santé que le député venait de louer.

Cette citation figure à la page 18739 du *hansard* du 30 avril.

M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au même vice-premier ministre.

Un grand principe est en jeu. Le gouvernement a répété à maintes reprises que l'assurance-maladie était sacrée. Malgré cela, les ministres déclarent maintenant que rien n'est sacré, même l'assurance-maladie.

Le gouvernement a promis un livre blanc sur la politique sociale et les soins de santé et il n'en parle plus à cause de la course à la direction. Les Canadiens ont le droit de le savoir: L'assurance-maladie est-elle sacrée pour le gouvernement?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je viens de répondre à cette question. La position du gouvernement fédéral est limpide.

M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre): Elle est peut-être très claire pour le ministre, mais pas pour la Chambre.

Le principe de l'assurance-maladie exige un financement et un engagement adéquats et l'établissement de programmes appuyant la Loi canadienne sur la santé. Ni le ministre ni qui que ce soit au sein du gouvernement ne respecte ces mesures. Ils transmettent plutôt le message contraire au peuple canadien.

Je pose à nouveau ma question au ministre: L'assurance-maladie est-elle encore sacrée pour le gouvernement, oui ou non?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, il est bien évident que l'assurance-santé exige un financement adéquat, mais lorsque les ressources financières de tous les gouvernements sont soumises à des pressions extrêmes, nous devons trouver le moyen d'améliorer notre façon de faire.